



Ce fil d'actu du collectif **CFTD** d'Orange Wholesale vous informe du point débattu le 10 juillet dernier sur le réaménagement du bâtiment **Pastourelle 3**

Pour vous informer via
l'application mobile
Cfdt ORANGE



Pour vous abonner
à nos publications
Cfdt ORANGE



Pour vous informer
Via les publications
Cfdt Orange Wholesale



Prise de parole intersyndicale (extraits)

« *I had a dream* » :

Devant quitter les sites d'Archives et d'Alleray, la Direction d'Orange demandait aux salariés d'Orange Wholesale où ils souhaiteraient déménager dans Paris. Pour cela, un sondage était organisé et permettait de choisir un quartier de Paris limitant les impacts, garantissant une bonne qualité de vie au travail et permettant des trajets domicile/travail optimisés pour le plus grand nombre de salariés d'Orange Wholesale. La DSGI recherchait alors des bureaux à des tarifs identiques à ceux de la location d'Alleray dans le quartier choisi. »

Vous me répondez que je rêvais, que c'est impossible et qu'il ne faut pas imaginer l'impossible. Mais c'est bien pourtant ce qui a été fait pour Orange Concessions, détenu à 50% par Orange. Les salariés devaient eux-aussi déménager à Gardens mais, à la suite d'une âpre bataille avec la DSGI et Mr Trabbia, ils ont réussi à lancer un sondage auprès des salariés, qui ont plébiscité la zone de Bir-Hakeim. Ils ont ensuite mandaté une agence qui a trouvé des bureaux dans ce quartier, à des tarifs conformes à ceux d'Alleray. Bientôt, ils déménageront, heureux et fiers de travailler pour Orange Concessions. Ce rêve, les salariés d'Orange Wholesale l'ont fait, et l'ont exprimé au travers du sondage de la direction de janvier 2025. Dans ce rêve, c'est le site d'Archives/bâtiment Pastourelle 3 qui était retenu !

Vous nous direz que les salariés d'Orange Concessions ne sont pas nombreux, que ce n'est pas reproductible, que c'est irréalisable pour Orange Wholesale, bla bla bla. Mais comme le disait Antoine de St Exupéry « *l'impossible recule toujours quand on marche vers lui* ».

Les élus du CSEE Orange Wholesale réunis en intersyndicale depuis des mois vous rappellent que la DSGI doit être au service des besoins des entités. Elle ne doit pas avoir comme seule boussole la finance. Elle doit surtout tenir compte des impacts sur la santé des salariés et leur Qualité de Vie et Conditions de Travail. Elle doit également prendre en compte les besoins de l'activité et la nécessité du maintien de la productivité. **Avec des projets immobiliers comme Gardens, comment pouvez-vous vous étonner ensuite que la fierté d'appartenance à Orange et l'engagement dans l'entreprise chutent de 20 à 30 points dans les derniers sondages CNPS/Voice Up ?**

Si ces indicateurs ne rentrent malheureusement pas dans les objectifs du patron de la DSGI (et c'est bien dommage), ils devraient pourtant être ceux de la direction d'Orange Wholesale. Ce n'est visiblement pas le cas, au vu du nombre de m2 et de positions de travail insuffisants proposés pour les espaces dits « *complémentaires OINIS* » dans le projet de réaménagement du bâtiment Pastourelle 3. [...]

Pour mémoire, il y a quelques mois, l'inspection du travail a demandé à la direction d'Orange Wholesale « *d'assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des salariés* », comme le stipule l'article L. 4121-1 du Code du travail. Elle a pointé le risque sur la santé des salariés de devoir réaliser plus de 1h de transport dans la journée pour se rendre à Gardens, soit plus de 2h par jour aller-retour. Mesurez-vous bien les conséquences de vos actes consistant à faire fi des préconisations que vous avez reçues par écrit de la part de l'inspection du travail du 3ième arrondissement de Paris ?

Si la Supervision reste de façon pérenne sur le bâtiment Pastourelle 3 (avec des conditions de travail dégradées alors qu'elles sont déjà contraignantes du fait de leur métier), les autres collègues du site d'Archives, à savoir 250 salariés d'OINIS et d'OWI, sont toujours concernés par le déménagement vers Gardens. Et pourtant, la direction d'Orange Wholesale ne propose que 34 positions de travail validées et pérennes sur Pastourelle 3, en flex-office, avec une règle d'un jour maximum de présence par semaine sur ce bâtiment. Ce nombre de place est très insuffisant et les règles d'attribution restent opaques à ce jour. Même l'ajout potentiel, mais en cours d'étude, de 15 positions supplémentaires jusqu'en 2028, serait insuffisant pour répondre aux attentes des salariés concernés. Sachant que seuls les salariés d'OINIS du site d'Archives et d'Alleray pourraient bénéficier de ces espaces dits « *complémentaires OINIS* », les salariés d'OWI du site d'Archives en ayant été arbitrairement exclus par la direction. **Pourquoi traitez-vous inégalement les salariés d'OINIS et d'OWI ? De plus, plusieurs salariés ne font pas de télétravail et ne souhaitent pas en faire. Quelles sont les conditions que vous leur imposerez ? Leur garantirez-vous une place permanente sur Pastourelle 3 pour tous les jours de la semaine ?**

Il nous paraît pourtant possible de faire bien plus que 34 positions de travail sur le bâtiment Pastourelle3, avec de la volonté et si la direction d'Orange Wholesale s'en donne les moyens. En effet, **de nombreux espaces ne sont pas étudiés et/ou sont préemptés par la DOR**, officiellement pour une « vision stratégique à 20 ans. Mais, sur le terrain, aucun besoin ni projet concret n'est identifié de leur côté à ce jour, entraînant un gâchis de surface pourtant très couteuse dans le quartier. **Par conséquent, pourquoi la direction d'Orange Wholesale ne revendique-t-elle pas l'attribution de ces m2 pour ses salariés ? [...] Quelle sera la réaction des salariés d'Orange Wholesale dans quelques mois s'ils découvrent que ces espaces "réservés" sont en réalité inutilisés ? Loin de nous l'idée de les inciter à se comporter comme des squatteurs mais l'idée semble faire son chemin chez certains.**

La direction Orange Wholesale connaît pourtant le mal-être des salariés d'OINIS et d'OWI qui doivent déménager à Gardens. Pour eux, l'enfer des transports sera une réalité d'ici quelques mois (induisant, pour beaucoup, des temps de trajet doublés, triplés et/ou de plus de 2h par jour, sans tenir compte des pannes, incidents récurrents, des paquets abandonnés, de la chaleur, de l'inconfort et du stress généré dans les transports en commun quand on y passe des heures chaque jour, ...).

Si certains salariés n'osent pas vous l'écrire par mail (par peur de se mettre en avant et d'être pénalisés - c'est dire la qualité du "dialogue social"), **plusieurs dizaines de salariés vous ont quand même écrit officiellement** pour vous demander de leur trouver une solution alternative et/ou de pouvoir travailler au moins 1 jour par semaine sur Pastourelle 3. Nombreux sont ceux également qui vous l'ont dit lors des calls salariés OINIS ou lors du sondage de janvier 2025 et qui se sont manifestés auprès de leur management. Et nous, élus du CSEE Orange Wholesale qui portons leur voix, vous le disons depuis des mois ! **Que faut-il qu'il se passe pour que la direction Orange Wholesale prenne enfin en compte l'équilibre vie professionnelle / vie privée des salariés d'OINIS et d'OWI dans le projet de réaménagement de Pastourelle 3 ?**

Contrairement à Orange et à la division d'Orange Wholesale, les actionnaires d'Orange Concessions (dont 50% appartient à La Banque des Territoires/Caisse des Dépôts, CNP Assurances et EDF Invest) ont bien compris que leur intérêt était de préserver le bien-être des salariés, sachant que de bonnes conditions de travail ont un impact direct sur la productivité. **Les actionnaires et le management d'Orange Concessions ont pu faire pencher la balance en faveur des salariés. [...]**

En conclusion

Les élus du CSEE OW demandent à M. Trabbia de défendre les conditions de travail de ses salariés et de porter la demande de l'Intersyndicale au COMEX:

Augmenter significativement le nombre de positions de travail et de m2 pour les salariés d'Orange Wholesale sur le bâtiment Pastourelle 3. C'est dans l'intérêt de tous et en premier lieu de notre entreprise.



Vos élu-es CFDT au CSEE Orange Wholesale :

Angélique BARAT-ORLHAC, Laurent BERARD (**secrétaire adjoint**), Hafida CHLAGOU, Christine DEPLANCHE, Jean-Marc DUBOIS, Dominique FAUX, Marianne GERRER, Ghislain GUILLOCHON, Yves HERBAUT, Gaël ILLAN, Lucie LAURIER (**secrétaire**), Annick LEVY (**trésorière**), Luc MARINO, Sandrine MOURNIAC, Sylvie OLLIVIER, Manuel PARIA, Mélanie PASCAU, Valérie PERSEHAYE, Françoise PESSONNIER, François SELIGMANN, Philippe SOUPLET, Véronique VOISIN.

Délégué Syndical Coordinateur : Daniel GONÇALVES